



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1568

Texte de la question

AUGMENTATION DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Gérard Cherpion, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Cherpion. Monsieur le Premier ministre, 5,7 % d'augmentation du chômage en 2013, 3 302 200 chômeurs de catégorie A, plus de cinq millions toutes catégories confondues, deux millions de chômeurs de longue durée, une légère inflexion, certes, du chômage des jeunes,...

M. Guy Geoffroy. Artificielle !

M. Gérard Cherpion. ...dont le taux est toujours supérieur à 20 % ; mais, en même temps, 25 000 contrats d'apprentissage en moins... Du jamais vu !

Je ne dis pas cela pour polémiquer, monsieur le Premier ministre (*Rires sur les bancs du groupe SRC*), mais parce que les chiffres sont cruels.

Mais, au-delà des chiffres, la réalité pour un demandeur d'emploi est encore plus cruelle. Pendant que vos ministres battent les estrades des télévisions et radios, parfois de mensuels plus légers, les Français touchés par le chômage apprennent qu'ils ne seront bientôt pas plus, mais pas moins : comme me l'a dit un électeur, le Gouvernement nous explique que plus on pédale moins vite, moins on avance plus vite !

Pendant ce temps, les entreprises continuent à restructurer et à fermer. Ainsi Airbus vient d'annoncer la destruction de 1 400 emplois en France. Autre exemple, celui de cette papeterie, très moderne, dont l'histoire remonte à plus de cinq cents ans, qui vient de fermer ses portes dans le département des Vosges, où un représentant de l'État qui a préempté le dossier et écarté tous les acteurs économiques. Pas moins de cent soixante familles sont directement touchées, et toute l'économie locale détruite.

Monsieur le Premier ministre, vous devez abandonner la parole pour passer enfin à l'action.

M. Guy Geoffroy. Très bien !

M. Gérard Cherpion. Comme l'a dit ce matin Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, sortez du slogan, allez dans le réel ! Pour reprendre la métaphore chère à votre ministre du travail, le paquebot France coule, il sombre lentement, les cales sont pleines d'eau, les moteurs de l'économie arrêtés. Pendant ce temps-là, sur le pont, l'orchestre joue sa musique irresponsable devant un commandant plus préoccupé par d'autres problèmes que ceux des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, la grogne se transforme en colère et dans nos circonscriptions, le peuple gronde. Alors, monsieur le Premier ministre, soyez le premier à signer, avec votre Gouvernement, votre propre pacte de responsabilité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Monsieur le député Gérard Cherpion, je vous connais bien, il nous arrive de discuter concrètement sur des sujets qui sont de votre responsabilité et de la mienne : vous le faites souvent avec pondération et compétence.

M. Guy Geoffroy. Il en a marre !

M. Michel Sapin, ministre. Il est dommage que vous n'ayez pas conservé le même ton à cet instant pour parler d'un sujet aussi sérieux que celui de la lutte contre le chômage.

Je vous sais très attentif à la question de l'emploi des jeunes. Vous avez, juste en passant, cité ce que vous avez appelé « l'inversion de la courbe du chômage des jeunes » – probablement par honnêteté. Or il ne s'agit pas d'une inversion, mais bel et bien d'un recul du chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Guy Geoffroy. Ce n'est pas possible !

M. Michel Sapin, ministre. Il y a, aujourd'hui, moins de chômeurs de moins de vingt-cinq ans qu'il y a un an : c'est un recul net, ferme, durable.

M. Guy Geoffroy. C'est artificiel !

Mme Anne Grommerch. Ce sont des emplois en contrat à durée déterminée !

M. Michel Sapin, ministre. C'est celui auquel, je l'espère, vous avez tous participé, sur vos territoires, en mettant en œuvre, par exemple, les emplois d'avenir, qui donnent un vrai emploi et une vraie formation, ou le contrat de génération, qui permet, dans une entreprise, d'embaucher un jeune sans pour autant pousser à l'extérieur le plus âgé – celui qui vient trop souvent, aujourd'hui, gonfler le nombre des chômeurs de plus de cinquante ans.

Alors oui, il faut aller plus loin ; qui peut le nier ? Qui peut se satisfaire de la situation d'aujourd'hui ? Nous n'avons pas 70 000 chômeurs de plus par mois, comme ce fut le cas en 2009... *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Guy Geoffroy. Cela suffit !

M. Michel Sapin, ministre. ...mais seulement 2 000 de plus par mois. Mais cela n'est pas satisfaisant : il faut maintenant diminuer le taux de chômage. Nous devons donc agir sur l'autre moteur, celui de l'activité économique, dans les entreprises : c'est cela l'enjeu du pacte que vient de décrire le Premier ministre. Soyez aussi partenaires de ce pacte, car il est dans l'intérêt de la France et des Français : ne le laissez pas passer pas à côté de vous ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Gérard Cherpion](#)

Circonscription : Vosges (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1568

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [29 janvier 2014](#)